



Singapour, au cinquième rang du classement mondial d'Oxfam des pires paradis fiscaux. Photo : Singapore Travel Guide

LA BATAILLE DES PARADIS FISCAUX

Droit dans le mur : l'impasse de la concurrence fiscale

[SOUS EMBARGO jusqu'au mardi 13 décembre, 00:01 GMT](#)

Les recettes fiscales sont l'un des principaux outils à disposition des États pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Toutefois, les grandes entreprises pratiquent l'évasion fiscale à un niveau industriel, privant les États des ressources nécessaires pour lutter contre la pauvreté et investir dans la santé, l'éducation et l'emploi. Le présent rapport braque les projecteurs sur les pires paradis fiscaux auxquels ont recours les entreprises. Ceux-ci illustrent une dangereuse concurrence fiscale, qui voit certains États réduire de manière considérable la charge fiscale des entreprises, dans l'espoir d'attirer les investissements privés. Il appelle les États à coopérer pour y mettre un terme avant qu'il ne soit trop tard.



OXFAM

www.oxfam.org

RESUME : LA BATAILLE DES PARADIS FISCAUX

L'EVASION FISCALE DES ENTREPRISES EXCACERBE LA CRISE DES INEGALITES

Cette année, Oxfam a révélé que 62 personnes détenaient à elles seules autant que les 3,6 milliards de personnes les plus pauvres¹. Cette statistique édifiante illustre l'ampleur d'une crise des inégalités qui sape la croissance économique et la lutte contre la pauvreté, tout en déstabilisant des sociétés à travers le monde. Le présent rapport analyse l'un des principaux facteurs de cette crise des inégalités, à savoir la concurrence fiscale et le **nivellement par le bas** de l'imposition des multinationales qui en résulte. S'appuyant sur de nouvelles recherches, il identifie les 15 paradis fiscaux permettant les formes les plus extrêmes d'évasion fiscale de la part des entreprises. Le rapport s'arrête également sur les conséquences dommageables des taux d'imposition en baisse et autres exonérations d'impôts offertes aux sociétés à travers le monde. Enfin, il préconise des actions concrètes pouvant être mises en œuvre par les États, dans l'intérêt de leurs citoyens, pour mettre un terme à l'ère des paradis fiscaux et à ce nivellement par le bas.

Les régimes fiscaux bien conçus, qui redistribuent les richesses et contribuent au financement des dépenses publiques, constituent l'un des outils les plus efficaces à disposition des États pour réduire les inégalités et la pauvreté tout en soutenant la croissance². Les impôts sur les bénéfices des entreprises, en particulier des grandes entreprises prospères, sont l'une des formes de fiscalité les plus progressives. Ils génèrent des recettes supplémentaires pour les budgets nationaux qui, lorsqu'elles sont investies dans les services publics, réduisent les inégalités en redistribuant les richesses sous forme de « revenus virtuels » au bénéfice des plus pauvres. Cela donne aux populations les outils et les capacités nécessaires pour sortir de la pauvreté, comme des services de santé et d'éducation de qualité.

À l'inverse, lorsque les États réduisent la charge fiscale des grandes entreprises, deux options s'offrent à eux : réduire les dépenses essentielles et indispensables pour lutter contre les inégalités et la pauvreté, ou combler le manque à gagner en augmentant d'autres impôts touchant des tranches moins aisées de la société, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Les impôts indirects tels que la TVA, qui pèsent de manière disproportionnée sur les plus pauvres, représentent en moyenne 67 % des recettes fiscales en Afrique subsaharienne. Leur impact est encore plus lourd pour les femmes³. Parallèlement, l'augmentation des bénéfices résultant de la réduction de la charge fiscale des entreprises profite aux actionnaires et aux propriétaires des

entreprises, très majoritairement aisés, ce qui creuse encore davantage le fossé entre les riches et les pauvres.

Les États accordent souvent de faibles taux d'imposition et d'autres exonérations fiscales aux entreprises dans l'espoir d'attirer des investissements. Pourtant, les faits démontrent que les taux d'imposition sur les sociétés ne représentent pas le déterminant principal du choix d'investissement d'une entreprise. Le rapport du Forum économique mondial sur la compétitivité mondiale identifie 12 raisons qui poussent les entreprises à investir dans un pays⁴. Les plus importantes sont la qualité des infrastructures du pays, la présence d'une main-d'œuvre qualifiée et en bonne santé, ainsi que la stabilité sociale. Les contributions fiscales des entreprises sont essentielles pour financer ces investissements.

LES RECETTES DE L'IMPOT SUR LES SOCIETES EN BAISSSE PARTOUT DANS LE MONDE

Au cours des dernières décennies, les contributions fiscales des grandes entreprises ont progressivement diminué, conséquence du nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés dans lesquels les États se sont engagés. Sur les 30 dernières années, les bénéfices nets déclarés par les plus grandes entreprises du monde ont plus que triplé en termes réels, passant de 2 000 milliards de dollars en 1980 à 7 200 milliards de dollars en 2013⁵. Cette augmentation ne s'est pas accompagnée d'une hausse correspondante des contributions fiscales des entreprises, en partie du fait de leur recours aux paradis fiscaux.

Pour les pays en développement, il est absolument crucial de mettre un terme au nivellement par le bas de la fiscalité des entreprises et de préserver les recettes qui s'y rattachent. Dans les pays pauvres, les recettes fiscales issues de l'imposition des entreprises représentent une part deux fois plus grande de l'assiette fiscale globale que dans les pays riches⁶. En 2014, des recherches du FMI ont révélé que les pays en développement étaient jusqu'à trois fois plus vulnérables que les pays riches face aux effets négatifs des règles et pratiques fiscales des autres pays. Selon une récente étude de l'université des Nations unies, plus un pays est pauvre, plus les entreprises sont susceptibles de détourner leurs bénéfices vers d'autres pays qui offrent des mesures incitatives (comme des taux d'imposition inférieurs)⁷.

L'évasion fiscale des entreprises prive les pays en développement de près de 100 milliards de dollars chaque année. Cette somme permettrait largement de financer l'éducation des 124 millions d'enfants actuellement déscolarisés, ainsi que des programmes de soins de santé qui pourraient sauver la vie de six millions d'enfants⁸. Action Aid estime que les pays en développement perdent 138 milliards de dollars supplémentaires en raison des incitations fiscales offertes aux grandes entreprises par les pays en développement eux-mêmes⁹.

Le présent rapport s'intéresse à deux éléments clés du nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés. En premier lieu, en s'appuyant sur de nouvelles recherches menées par Oxfam, il recense et analyse les 15 paradis fiscaux auxquels les entreprises ont recours et qui sont les plus néfastes pour l'ensemble du système d'imposition des sociétés. En deuxième lieu, le rapport illustre la façon dont le reste du monde s'engage dans une concurrence dangereuse et autodestructrice sur les taux d'imposition et les exonérations fiscales en faveur des entreprises. Enfin, il propose des actions que les États doivent mettre en œuvre sans tarder pour y mettre fin avant que l'impôt sur les sociétés ne soit définitivement enterré.

LES PIRES PARADIS FISCAUX DANS LE MONDE

Les paradis fiscaux sont la manifestation ultime du nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés au niveau mondial et ils existent dans toutes les régions du monde. Pour le présent rapport, Oxfam a mené de nouvelles recherches pour identifier les pires paradis fiscaux dans le monde auxquels les entreprises ont recours.

Tableau 1 : Classement Oxfam des 15 principaux paradis fiscaux pour les entreprises

1	Bermudes
2	Îles Caïmans
3	Pays-Bas
4	Suisse
5	Singapour
6	Irlande
7	Luxembourg
8	Curaçao
9	Hong Kong
10	Chypre
11	Bahamas
12	Jersey
13	Barbade
14	Île Maurice
15	Îles Vierges britanniques

Ces pays¹⁰ doivent leur place dans cette liste à leurs pratiques favorisant les formes les plus extrêmes d'évasion fiscale des entreprises, entraînant une concurrence sur la réduction de l'impôt sur les sociétés. Pour la dresser, les chercheurs d'Oxfam ont évalué les pays selon 22 indicateurs regroupés sous six thématiques fiscales : le volume des bénéficiaires artificiellement transférés vers ces pays, un taux d'imposition des sociétés inférieur à la moyenne, les indicateurs d'une planification fiscale agressive (incitations fiscales comme les patent box), l'absence de

retenue à la source (intérêts ou royalties), des règles insuffisantes sur la taxation des sociétés étrangères contrôlées et le manque de contribution aux efforts internationaux de lutte contre l'évasion fiscale ¹¹.

Ces paradis fiscaux entraînent une perte considérable de recettes fiscales pourtant précieuses, et leur utilisation est devenue une pratique courante pour de nombreuses entreprises. L'analyse réalisée par Oxfam révèle que 90 % des plus grandes entreprises au monde sont présentes dans au moins un paradis fiscal¹². Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les grandes multinationales possèdent chacune en moyenne près de 70 filiales dans des paradis fiscaux, ce qui leur permet d'être soumises à un taux effectif d'imposition au niveau du groupe inférieur par rapport à celui qui s'applique aux multinationales ne possédant pas de filiales dans des paradis fiscaux¹³.

L'Union européenne et le G20 se sont engagés à dresser une liste noire des paradis fiscaux afin de réprimer l'évasion fiscale des entreprises. Mais à cause du manque de critères objectifs et exhaustifs, de nombreux paradis fiscaux (dont ceux identifiés par Oxfam comme les pires au monde) n'apparaîtront pas sur leurs listes. Par exemple, si le taux d'imposition zéro sur les sociétés n'était pas considéré comme un critère pour l'inscription sur la liste noire de l'UE, un pays comme les Bermudes, le pire paradis fiscal au monde selon l'analyse d'Oxfam, pourrait ne jamais y figurer. Oxfam a découvert que les multinationales américaines avaient déclaré 80 milliards de dollars de bénéfices aux Bermudes en 2012, soit plus que les bénéfices déclarés au Japon, en Chine, en Allemagne et en France cumulés¹⁴.

Le choix de l'UE de ne considérer et de n'évaluer que des pays en dehors de l'UE permet d'éviter qu'un État-Membre n'apparaisse sur la liste noire, alors que l'analyse d'Oxfam apporte la preuve que les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Irlande et Chypre sont pourtant parmi les pires paradis fiscaux au monde. De nombreux dirigeants de l'UE souhaitent également exclure de la liste noire des pays tels que la Suisse au motif qu'elle s'est engagée à partager des informations financières avec l'UE.

La liste noire du G20, qui sera publiée l'année prochaine, sera encore moins rigoureuse car elle ne prend en compte que des critères de transparence financière tout en fermant les yeux sur de nombreuses politiques fiscales qui jouent un rôle de premier plan dans la facilitation de l'évasion fiscale des entreprises, telles qu'un taux d'imposition zéro sur les sociétés. Cette liste sera donc inefficace pour lutter contre les règles fiscales dommageables dans une grande partie des pires paradis fiscaux, dont les Bermudes, les Pays-Bas, la Suisse et Singapour.

Une liste claire des pires paradis fiscaux au niveau mondial, réalisée selon des critères objectifs et affranchie de toute interférence politique, est désormais indispensable. Elle pourrait être dressée chaque année par les Nations unies ou une autre instance indépendante.

NIVELLEMENT PAR LE BAS

Les paradis fiscaux ont une grande part de responsabilité dans le nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés au niveau mondial. Mais aucun pays n'y échappe. Les États du monde entier réduisent la fiscalité des entreprises dans l'espoir de les attirer sur leur territoire. Ce faisant, ils nuisent non seulement leur propre économie, mais aussi à celle des autres pays. À titre d'illustration, le taux d'imposition moyen des entreprises au niveau mondial est passé de 27,5 % il y a dix ans à 23,6 % aujourd'hui, et cette tendance semble même s'accélérer.

Le taux d'imposition moyen dans les pays du G20 est passé de 40 % il y a seulement 25 ans à moins de 30 % aujourd'hui. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les recettes que les pays de l'OCDE collectent via l'impôt sur les sociétés a chuté de 3,6 % à 2,8 % du PIB entre 2007 et 2014. Cette tendance à une réduction de la charge fiscale des entreprises a contribué à l'actuelle crise des inégalités.

Le G20 et l'OCDE ont récemment conclu un important processus multilatéral destiné à lutter contre l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert de bénéfices, appelé plan BEPS (Base Erosion and Profit Shifting). Ce projet vise à garantir que les États soient en mesure d'imposer les bénéfices des entreprises là où ceux-ci ont été générés (et non pas où ils ont été transférés pour échapper à l'impôt). Les pays en développement n'ont toutefois pas été inclus dans les décisions sur les réformes prévues par le plan BEPS alors même que ces derniers sont les plus affectés par l'évasion fiscale des entreprises. Paradoxalement, des paradis fiscaux tels que la Suisse, les Pays-Bas et le Luxembourg, avaient eux leur place à la table des négociations.

Et lorsque des réformes ont effectivement permis de combler des échappatoires fiscales utilisées par les entreprises, les États ont eu toute latitude pour compenser cela en réduisant leur taux d'imposition. Paradoxalement, le plan BEPS a donc eu pour conséquence d'accélérer le nivellement par le bas des taux d'imposition sur les sociétés. En effet, depuis l'accord BEPS, plusieurs pays européens ont annoncé ou prévu une baisse des taux d'imposition sur les entreprises. C'est notamment le cas du Royaume-Uni, de la Hongrie¹⁵, de la Belgique et du Luxembourg.

En plus de réduire les taux d'imposition des entreprises, les États peuvent continuer à proposer à ces dernières tout un éventail d'incitations fiscales. Celles-ci peuvent dans certains cas jouer un rôle positif, en attirant les investissements ou en aidant un pays à façonner son économie. Mais bien trop souvent, elles se révèlent sans effet, inefficaces et coûteuses. Lors d'une récente enquête de la Banque mondiale menée auprès d'investisseurs en Afrique de l'Est, 93 % d'entre eux ont déclaré avoir investi dans un pays sans qu'aucune incitation fiscale ne leur soit proposée¹⁶. Du fait du manque récurrent de régulation et de transparence en la matière, les incitations fiscales s'accompagnent souvent d'abus et de corruption¹⁷. Si elles posent des problèmes notamment dans les pays en développement, les pays développés ne

sont pas en reste. Par exemple :

- Le Kenya perd 1,1 milliard de dollars par an en exonérations et en incitations fiscales, soit près de deux fois le budget de l'État pour la santé¹⁸, dans un pays où la probabilité pour la mère de mourir en couches est de 1 sur 40¹⁹.
- Les incitations fiscales coûtent au Nigeria 2,9 milliards de dollars, soit deux fois le budget de l'éducation, alors même que six millions de filles sont déscolarisées à travers le pays^{20, 21}.
- Aux Pays-Bas, on estime qu'une seule incitation fiscale, baptisée « boîte à innovation », coûtera plus de 1,2 milliard de dollars en 2016, soit 7,6 % des recettes fiscales issues de l'imposition des entreprises aux Pays-Bas.

Enfin, il est démontré que les seuls bénéficiaires de ce nivellement par le bas aux effets délétères sont les grands groupes et leurs riches actionnaires et propriétaires. Pourtant, les États du monde entier semblent incapables de résister à prendre part à cette course à la concurrence fiscale. Cela est en grande partie dû au fait que la vision économique dominante au niveau mondial considère la concurrence comme intrinsèquement bénéfique. Mais il s'agit aussi du résultat de la pression exercée par les lobbies sur les États du monde entier pour qu'ils réduisent leur fiscalité. Afin d'inverser ce nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés, les États doivent rejeter ces hypothèses dépassées et biaisées qui s'appuient sur une vision infondée de l'économie. Ils doivent aussi mettre un terme à l'accaparement de l'élaboration des politiques fiscales par des intérêts particuliers allant à l'encontre de l'intérêt public.

Les États doivent agir maintenant. Environ tous les mois, un nouveau scandale d'évasion fiscale au profit de grandes multinationales, qui ont déjà des énormes bénéfices, fait la une des journaux et alimente la colère et le ressentiment parmi les citoyens. Les multinationales ne devraient plus être autorisées à se soustraire à leurs obligations vis-à-vis des sociétés au sein desquelles elles évoluent et génèrent leurs bénéfices. De nombreux dirigeants mondiaux ont exprimé leur volonté d'y mettre un terme²². Mais leurs actes sont encore loin d'être à la hauteur de leurs déclarations.

Le nivellement par le bas de l'impôt sur les sociétés continuera tant que les États n'auront pas le courage de changer les politiques qui permettent aux entreprises de se soustraire à leurs obligations fiscales. Si les États n'agissent pas rapidement, nous pourrions assister d'ici peu à la fin de l'impôt sur les sociétés, qui aurait un énorme impact sur les inégalités et sur la lutte contre la pauvreté.

RECOMMANDATIONS

Concernant une réforme fiscale mondiale

- Les États doivent appeler à une nouvelle série de réformes fiscales internationales visant à mettre un terme au nivellement par le bas de

l'impôt sur les sociétés. Les pays en développement doivent pouvoir siéger à la table des négociations sur un pied d'égalité. L'Allemagne pourrait profiter de sa présidence du G20 en 2017 pour l'encourager.

- Créer une instance fiscale internationale qui encadre et coordonne une coopération fiscale internationale incluant tous les pays sur un pied d'égalité, pour garantir que les régimes fiscaux au niveau mondial, régional et national contribuent à l'intérêt public dans tous les pays.

Concernant les paradis fiscaux

Les États et les institutions internationales compétentes doivent s'engager à :

- Dresser une liste claire des pires paradis fiscaux selon des critères objectifs, affranchie de toute interférence politique. Les critères doivent inclure les mesures de transparence, les très faibles taux d'imposition et l'existence de pratiques fiscales dommageables accordant des réductions d'impôts considérables. Cela pourrait être fait chaque année par l'instance fiscale internationale ou, à défaut, par une autre instance indépendante. Des mesures fortes (y compris des sanctions et des mesures incitatives, selon le contexte) devraient alors être mises en œuvre pour limiter l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert de bénéfices.
- Adopter de fortes mesures défensives (y compris des sanctions) à l'encontre de ces paradis fiscaux, afin de limiter l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert de bénéfices. A minima, tous les pays devraient appliquer des règles strictes sur les sociétés étrangères contrôlées (SEC) afin d'empêcher les multinationales basées dans ces pays de transférer artificiellement leurs bénéfices vers des paradis fiscaux. Cela peut se faire sans attendre un accord au niveau mondial.
- Aider les paradis fiscaux ayant basé leur modèle économique sur ce statut de paradis fiscal à développer une économie plus variée et durable.

Concernant les impôts sur les sociétés et les assiettes fiscales nationales

Les États et les institutions internationales compétentes doivent s'engager à :

- Œuvrer ensemble à mettre un terme à la concurrence fiscale. Le taux d'imposition des entreprises doit être fixé à un niveau équitable, progressif et contribuant au bien commun. Il conviendra alors d'envisager comment garantir que tous les pays puissent tenir leurs engagements pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), réduire leur dépendance vis-à-vis de la fiscalité régressive et renforcer efficacement leurs dépenses publiques, contribuant ainsi à combler le fossé des inégalités.
- Agir, dans le cadre de la nouvelle série de réformes fiscales, pour identifier et examiner les pratiques fiscales dommageables afin de les interdire au niveau national et mondial.
- Cesser d'accorder des incitations fiscales discrétionnaires et soumettre toute nouvelle incitation fiscale à une évaluation rigoureuse

des répercussions économiques et des risques (y compris leur contribution à un nivellement par le bas au niveau mondial et régional). Toutes les incitations doivent être régulièrement examinées pour limiter les avantages privés à long terme se faisant au détriment du bien public ; toutes les exonérations fiscales devraient être progressivement abandonnées en l'absence de preuve indiscutable de leur efficacité.

- Établir, par le biais de forums régionaux, des lignes directrices et des critères d'acceptabilité des incitations et des exonérations fiscales.

Concernant la transparence publique

Les États et les institutions internationales compétentes doivent s'engager à :

- Améliorer la transparence fiscale en imposant aux multinationales de publier des rapports pays par pays avec des données pour chaque pays dans lesquels elles sont présentes, y compris les pays en développement. Le monde a besoin de connaître en détail leur chiffre d'affaires, les transactions intra-groupe, le nombre d'employés, les actifs physiques, les bénéficiaires et les impôts (exigibles et effectivement payés), de sorte à révéler l'ampleur du problème et à déclencher rapidement des actions pour mettre fin une bonne fois pour toute à l'évasion fiscale des entreprises.
- Publier les éléments clés des « tax rulings » (accords entre les autorités fiscales et les multinationales) afin de contraindre les États et les entreprises à rendre des comptes aux citoyens.

Entreprises

Les entreprises doivent chercher à :

- Envisager leur responsabilité fiscale comme un comportement dépassant la simple conformité légale et reflétant leurs obligations plus larges de contribuer aux biens publics dont elles-mêmes dépendent.
- Être transparentes quant à leurs structures et opérations, leurs fiscalités et leurs décisions en matière de fiscalité ; évaluer et déclarer publiquement les impacts fiscaux, économiques et sociaux de leurs décisions et pratiques fiscales ; et prendre des initiatives progressives et mesurables pour améliorer l'impact de leur comportement fiscal sur le développement durable²³.

NOTES

1 D. Hardoon, R. Fuentes-Nieva et S. Ayele (2016), *Une économie au service des 1 % : Ou comment le pouvoir et les privilèges dans l'économie exacerbent les inégalités extrêmes et comment y mettre un terme*. Note d'information d'Oxfam. <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/an-economy-for-the-1-how-privilege-and-power-in-the-economy-drive-extreme-inequ-592643>

2 FMI (2015a), *Fiscal Policy and Long-Term Growth*. <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2015/042015.pdf>

3 FMI (2014), « Fiscal Policy and Income Inequality », document politique du FMI, Washington, D.C. : FMI, Figure 8, <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2014/012314>.

4 Forum économique mondial, *The Global Competitiveness Report 2016-2017* <https://www.weforum.org/reports/the-global-competitiveness-report-2016-2017-1/>

5 McKinsey Global Institute. (2015). *The new global competition for corporate profits*. <http://www.mckinsey.com/business-functions/strategy-and-corporate-finance/our-insights/the-new-global-competition-for-corporate-profits>

6 UNCTAD (2015). *World Investment Report 2015*. http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2015_en.pdf

7 N. Johannesen, T. Tørsløv et L. Wier (2016), « Are less developed countries more exposed to multinational tax avoidance?: Method and evidence from micro-data ». 2016/10. Helsinki : UNU-WIDER.

8 Le manque de financement total annuel pour rendre l'éducation maternelle, primaire et secondaire universelle (conformément aux ODD) s'élève à 39 milliards de dollars. Nombre d'enfants déscolarisés : 124 millions (59 millions de jeunes enfants et 65 millions d'adolescents) <http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002457/245745f.pdf> et <http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/oosc-data-release-2015.aspx>

32 milliards de dollars permettraient de financer les soins de santé essentiels pour sauver la vie de six millions d'enfants dans le monde chaque année.

Source : Advancing social and economic development by investing in women's and children's health: a new Global Investment Framework [http://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736\(13\)62231-X.pdf](http://www.thelancet.com/pdfs/journals/lancet/PIIS0140-6736(13)62231-X.pdf)

9 Action Aid (2013), *A level playing field? The need for non-G20 participation in the BEPS process* ActionAid, Johannesburg, https://www.actionaid.org.uk/sites/default/files/publications/beps_level_playing_field_.pdf

10 Dans le présent rapport, le terme « pays » couvre également les juridictions spécifiques délimitées par des frontières, dans le contexte des paradis fiscaux.

11 Plus précisément, les chercheurs ont d'abord répertorié 80 pays, puis, après une recherche documentaire, évalué 59 d'entre eux selon les critères suivants : ampleur des transferts de bénéfices vers/via ces pays, taux d'imposition des sociétés et apparition dans des études sur les multinationales recourant à des paradis fiscaux. Ces 59 pays figuraient tous sur différentes listes de « paradis fiscaux » dressées par le passé par des organismes fiables tels que le US Government Accountability Office, le Parlement européen et la Banque des règlements internationaux. Sur ces 59 pays, 19 ont été identifiés comme jouant clairement un rôle plus significatif que les autres de par leur forte utilisation aux fins d'évasion fiscale des entreprises. Ces 19 pays ont par la suite été évalués selon trois critères principaux : faibles taux d'imposition sur les bénéfices des sociétés, incitations fiscales et manque de contribution aux efforts internationaux pour lutter contre l'évasion fiscale. Cela a permis d'identifier les 15 principaux paradis fiscaux pour les entreprises dans le monde.

12 Hardoon, R. Fuentes-Nieva et S. Ayele (2016), *Une économie au service des 1 %*

13 UNCTAD (2016) *World Investment Report 2016* http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2016_en.pdf

14 Tax Justice Network, Global Alliance for Tax Justice, Public Services International, Oxfam International. (2015). *Le hold-up fiscal continue : Les États doivent en faire plus pour combler les failles de la fiscalité des multinationales* https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/bn-still-broken-corporate-tax-101115-fr.pdf

15 Public Finance International, « Hungary to set lowest EU corporate tax rate from January », 18 novembre 2016, http://www.publicfinanceinternational.org/news/2016/11/hungary-set-lowest-eu-corporate-tax-rate-january?utm_source=Adestra&utm_medium=email&utm_term=

16 Edward Mwachinga, *Results of investor motivation survey conducted in EAC*, Banque mondiale, présentation du 12/02/2013 à Lusaka, cité dans Action Aid *Give us a break: How big companies are getting tax free deals*, juin 2013.

17 Eric Zolt. (2015). *Paper for workshop on tax incentives and base protection New York, 23–24 April 2015*. http://www.un.org/esa/ffd/wp-content/uploads/2015/04/2015TIBP_PaperZolt.pdf

18 Juin 2016, TJNA et Action Aid *Still Racing Toward the Bottom?: Corporate Tax Incentives in East Africa*.

19 Banque mondiale, 2015 *Lifetime risk of maternal death (1 in: rate varies by country)* <http://data.worldbank.org/indicator/SH.MMR.RISK>

20 Analyse du budget du Nigeria par BudGIT : <http://yourbudgit.com/wp-content/uploads/2016/01/2015-Publication-BUGET.pdf>. Le Nigeria dépense 1,4 milliard de dollars pour l'éducation par an. 10,5 millions d'enfants déscolarisés, dont 60 % de filles UNICEF Nigeria (dernière visite le 1^{er} décembre 2016) <https://www.unicef.org/nigeria/education.html>

21 TJNA et Action Aid, 2016 *Still Racing Toward the Bottom?: Corporate Tax Incentives in East Africa*. Chiffres sur les dépenses de santé issus de <http://www.internationalbudget.org/publications/kenya-budget-policy-statement-2016/>

22 Reuters. 5 septembre 2016 *Obama says countries must move in concert on tax avoidance* <http://www.reuters.com/article/us-g20-china-usa-tax-idUSKCN11B1LR> et Reuters, 3 mai 2016 *Germany attacks 'illegitimate dividend tax avoidance scheme* <http://www.reuters.com/article/us-commerzbank-taxes-idUSKCN0XU0SH>

23 Cette approche est décrite de manière détaillée dans Oxfam, Christian Aid, ActionAid, 2015 *Getting to Good: Towards Responsible Corporate Tax Behaviour* https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/dp-getting-to-good-corporate-tax-171115-en.pdf

© Oxfam International, décembre 2016

Ce document a été rédigé par Esmé Berkhout. Oxfam remercie Francis Weyzig, Susana Ruiz, Aurore Chardonnet, Max Lawson, Radhika Sarin, Luke Gibson, Michael McCarthy Flynn, Kalina Tsang, Thomas Endhoven, Maria Villanueva Serrano, Rosa Cañete Alonso, Deepak Xavier, Helen Bunting et toutes les autres personnes ayant contribué à l'élaboration de ce rapport. Oxfam souhaite remercier tout particulièrement Claire Godfrey pour son assistance dans la révision de ce document en anglais. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-0-85598-850-0 en décembre 2016. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Jérôme Richard et Pierre Le Grand) et relu par Eleonora Trementozzi et Thomas Dauphin.



Cette publication a reçu le soutien de l'Union européenne. Son contenu relève de l'entière responsabilité d'Oxfam International et ne reflète en aucun cas l'opinion de l'Union européenne.

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org

Oxfam Afrique du Sud

(<http://www.oxfam.org.za/>)

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam GB (www.oxfam.org.uk)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)

Oxfam IBIS (Danemark) (<http://oxfamibis.dk/>)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)

Oxfam Intermón (Espagne) (www.intermonoxfam.org)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Japon (www.oxfam.jp)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Membre observateur :

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)